



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE TRAVAUX

MAPA 2024 – 117
Terrain de football synthétique – Stade Jean Bouin

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 14 mai 2024 à 17:00

MAIRIE DE GAGNY
1 ESPLANADE MICHEL TEULET
93220 GAGNY
Tél : 0156492281

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 – Variantes	4
3 – Conditions relatives au contrat	4
3.1 – Durée du contrat ou délai d’exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique.....	8
6.2 - Transmission sous support papier.....	9
6.3 - Transmission de la copie de sauvegarde.....	9
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des marchés	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de transformation d'un terrain de football en gazon naturel en un terrain de football en gazon synthétique sur le site du stade Jean Bouin à GAGNY (93)

Les spécifications techniques sont détaillées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte.

Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 e R.2123-1-1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire

1.4 - Décomposition de la consultation

Ce projet concerne un marché unique ordinaire réparti en 2 lots.

- LOT 1 : Terrassements/VRD
- LOT 2 : Sol et équipements sportifs

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- LOT 1 :

Code principal	Description
45212221-1	Travaux de construction d'ouvrages pour terrain de sports
45112500-0	Travaux de terrassement
45232130-2	Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales
42236110-4	Travaux de nivelage de terrains de sports

- LOT 2 :

Code principal	Description
45212221-1	Travaux de construction d'ouvrages pour terrain de sports
37535200-9	Equipement terrain de jeux

1.6 – Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application des articles R. 2122-1 et R 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes

Sans objet.

3 – Intervenants

3.1 – Maîtrise d’Ouvrage

Le maître d’ouvrage au sens de l’article L.2411-1 du Code de la Commande Publique du 1 avril 2019 est la Commune de Gagny.

3.2 – Maîtrise d’œuvre

La maîtrise d’œuvre de l’opération du présent marché est assurée par la Direction de l’Espace public de la Commune de Gagny.

4 – Conditions relatives au contrat

4.1 – Durée du contrat ou délai d’exécution

La durée du contrat et le délai d’exécution sont fixés au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, 1 par lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, 1 par lot
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), 1 par lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), 1 par lot
- Les plans
 - Plan de situation
 - Plan de l'existant
 - Plan projet
 - Plan de principe du drainage
 - Coupe de principe
- L'étude géotechnique
- L'attestation de visite

Le DCE est disponible et téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <http://www.marches-publics.info>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou physique électronique n'est autorisée.

Il est fortement recommandé au candidat d'adopter le mode identifié pour télécharger le DCE. En effet, pendant la consultation, celle-ci peut être modifiée, faire l'objet de clarifications importantes pour l'établissement de votre réponse, faire l'objet d'un rectificatif changeant les données de base, notamment la date de remise des offres, ou même faire l'objet d'un avis de sans suite.

Le retrait du DCE en anonyme vous expose donc à travailler inutilement et à remettre un pli non conforme.

Si vous optez malgré tout pour ce retrait anonyme, prenez la précaution de revenir sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur régulièrement avant l'expiration pour constater s'il y a des changements, et le cas échéant de vous identifier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 – Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière et rejetée.

Les conditions de visites sont les suivantes :

- Les candidats devront faire une demande de rendez-vous par mail à service.voirie@mairie-gagny.fr à l'attention de Mme SUHARD (01 56 49 22 22).
- Cette demande devra être effectuée au minima 48h ouvrées avant la date souhaitée
- Les visites devront être effectuées entre le 15 et le 25 avril 2024
- Les candidats devront se munir de l'attestation de visite le jour du rendez-vous

Toutes demandes de visite ne répondant pas aux dispositions ci-dessus seront refusées.

Au cours des visites, il ne sera répondu à aucune question. L'entreprise devra formuler ses interrogations par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info>, **au plus tard le 6 mai 2024.**

Une réponse sera alors adressée, au plus tard le 7 mai 2024, à l'ensemble des sociétés ayant retiré le dossier de consultation.

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrecevable

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues dans la partie législative au livre 1er titre 4 et dans la partie réglementaire 2ème partie titre 4 du Code la Commande Publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise (il s'agit par exemple de l'extrait Kbis de l'entreprise et d'une délégation de pouvoir si la personne qui signe le marché n'est pas le dirigeant indiqué sur le Kbis)	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certifications de qualifications ou toutes autres preuves de compétence	Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et le cas échéant son annexe	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU), intégralement complété	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Oui

Le mémoire technique en adéquation avec les critères mentionnés à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation	Oui
L'attestation de visite	Oui

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée selon les conditions de l'article 7 du présent règlement de la consultation.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.info>.

En revanche, la transmission des documents sur papier ou un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier dans les conditions de l'article 7.3 du présent RC. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement

européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. **Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée** à l'exception de la copie de sauvegarde dont les modalités de transmission sont détaillées à l'article 7.3 du présent document.

7.3 - Transmission de la copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir, dans les délais impartis par les documents de la consultation, une copie de sauvegarde conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux copies de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde peut être transmise sur support papier ou sur support physique électronique.

Elle placée sous pli scellé comportant les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">« Copie de Sauvegarde » MAPA 2024-117 – TERRAIN DE FOOTBALL SYNTHETIQUE STADE JEAN BOUIN « Nom du candidat » « Lot : » NE PAS OUVRIR</p>

Ce pli est remis contre récépissé aux horaires d'ouverture de l'hôtel de ville ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

MAIRIE DE GAGNY
Service de la Commande Publique
1 ESPLANADE MICHEL TEULET
93220 GAGNY

Les horaires d'ouverture de l'Hôtel de Ville :
Du lundi au mercredi de 8h45 à 12h00 et de 13h30 à 17h45.
Le jeudi de 10h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h45
Le vendredi de 8h45 à 12h00 et de 13h30 à 17h15.
Le samedi du 8h45 à 11h45.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-6, du Code de la commande publique, et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **LOT 1**

Critères	Pondération
1-Prix : sera apprécié au vu du DQE à valeur non contractuelle, les prestations seront rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires	40.0
2-Valeur technique : sera appréciée au regard du mémoire technique, sur la base des sous-critères suivants :	50.0

2.1-Moyens humains et matériel affecté à l'opération : organigramme de l'entreprise, organigramme de l'équipe dédiée à l'opération et leurs qualifications, matériel proposée pour l'opération, description du matériel affectée au chantier	10.0
2.2- Qualité, provenance et fiches techniques des matériaux : l'entreprise devra fournir à l'appui de son offre toutes les fiches techniques, tests et homologations des produits	10.0
2.3- Note méthodologique sur la compréhension et organisation du chantier : installation de chantier, gestion du chantier, indication des procédés d'exécution	15.0
2.4-Planning détaillé : Dates et durées prévisionnelles des missions à réaliser : détaillées pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain	15.0
3-Valeur environnementale : sera appréciée au regard du mémoire technique, sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Mesures prises pour la réduction des nuisances et des impacts environnementaux du chantier, • Schéma d'Organisation du Suivi d'Elimination des Déchets de Chantier 	10.0

• **LOT 2**

Critères	Pondération
1-Prix : sera apprécié au vu du DQE à valeur non contractuelle, les prestations seront rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires	40.0
2-Valeur technique : sera appréciée au regard du mémoire technique, sur la base des sous-critères suivants :	50.0
2.1-Moyens humains et matériel affecté à l'opération : organigramme de l'entreprise, organigramme de l'équipe dédiée à l'opération et leurs qualifications, matériel proposée pour l'opération, description du matériel affectée au chantier	10.0
2.2- Qualité, provenance et fiches techniques des matériaux : l'entreprise devra fournir à l'appui de son offre toutes les fiches techniques, tests et homologations des produits	10.0
2.3- Note méthodologique sur la compréhension et organisation du chantier : installation de chantier, gestion du chantier, indication des procédés d'exécution	10.0
2.4-Planning détaillé : Dates et durées prévisionnelles des missions à réaliser : détaillées pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain	10.0

2.5- Note méthodologique sur l'entretien et la maintenance des ouvrages suivant les techniques proposées : fréquence d'entretien aux vues de l'utilisation, tonne de remplissage, etc.	10.0
3-Valeur environnementale : sera appréciée au regard du mémoire technique, sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Mesures prises pour la réduction des nuisances et des impacts environnementaux du chantier, • Schéma d'Organisation du Suivi d'Elimination des Déchets de Chantier 	10.0

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis, soit le 6 mai 2024.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis, soit le 7 mai 2024.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL

Tél : 01 49 20 20 00

Télécopie : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL

Tél : 01 49 20 20 00

Télécopie : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Versailles

Préfecture de la région Île-de-France
5 rue Leblanc
Préfecture de Paris
75911 Paris CEDEX 15

Tél : 01.82.52.42.67

Télécopie : 01.82.52.42.95

Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr